

*Le budget*

guerre nucléaire diminue pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale.

Le gouvernement continue de déplacer le fardeau fiscal des riches et des puissants, des multinationales et des millionnaires vers les groupes à revenus moyens et faibles. Les chiffres du ministre des Finances montrent que, l'année dernière, il a déplacé un autre milliard de dollars des sociétés vers les contribuables ordinaires. Les impôts payés par les sociétés ont rapporté un milliard de moins que prévu et ceux des particuliers un milliard de plus. Le fardeau fiscal continue à se déplacer de ceux qui ont la plus grande capacité contributive vers ceux qui n'en ont pas.

Maintenant le gouvernement prétend qu'il n'a plus le choix dans les dépenses à réduire. Au lieu de faire preuve de leadership sur la scène mondiale, de favoriser la réduction des tensions internationales en diminuant les dépenses militaires, il s'en prend maintenant à l'assurance-santé. Au lieu de réduire les taux d'intérêt, le gouvernement les relève, puis il réduit les dépenses d'enseignement pour compenser la hausse des frais d'emprunt. Au lieu de laisser le dollar canadien reprendre un taux soutenable qui stimulerait nos industries exportatrices, le ministre des Finances annonce l'intention au budget d'emprunter 3 milliards pour intervenir sur le marché monétaire international.

Quand il s'agit de faire face aux besoins du pays, le gouvernement fait preuve d'un manque d'imagination si atroce qu'il est d'une médiocrité littéralement mortelle. Cette médiocrité menace maintenant la santé des Canadiens; elle s'en prend aux anciens combattants auxquels elle va encore filouter 35 millions de dollars de plus en frais de pension; elle menace la compétitivité future du Canada en réduisant l'accès à l'enseignement postsecondaire.

Pourquoi faut-il sacrifier les malades, les pauvres et la jeunesse pour que le gouvernement puisse aller jouer 3 milliards sur le marché monétaire? Pourquoi les petites entreprises, les agriculteurs, les propriétaires d'habitation et les consommateurs sont-ils grugés par des taux d'intérêt réels à leur maximum, car ils ne le cèdent qu'à ceux que les libéraux avaient pratiqués? Pourquoi le gouvernement gruge-t-il les petits entrepreneurs, les agriculteurs, les propriétaires d'habitation, les consommateurs?

Dans son obsession du soutien du dollar, le ministre des Finances agit en gamin. Il veut aller pouvoir se vanter de la taille de la chose aux réunions internationales. Le gouvernement cherche à compenser sa mauvaise gestion de l'économie en s'en prenant aux membres de notre

société qui ont le moins de moyen de défense—les pauvres, les malades et les jeunes. Car, je le répète, au moins 70 p. 100 de ces compressions budgétaires se font sur le dos de nos malades, de nos étudiants et de nos pauvres.

Cela est sans excuse, monsieur le Président. C'est un aveu honteux de l'orientation prise par le gouvernement. Quatre-vingt huit p. 100 des Canadiens ont dit au gouvernement de ne pas réduire le financement de la santé et de l'enseignement postsecondaire, mais il l'a fait quand même. Y a-t-il pire brutalité que celle d'un gouvernement qui refuse d'écouter ceux qui l'ont élu, les gens qu'il représente?

Avec son gros compte en banque et sa vie de privilégié, le ministre ne comprend rien à la lutte quotidienne que doivent mener des millions de Canadiens. Maintenant, il cherche à saper à sa base l'assurance-santé nationale, le plus indispensable et le plus estimé des programmes sociaux du Canada.

C'est la troisième fois que le gouvernement taillade dans les dépenses pour la santé et l'enseignement postsecondaire. En 1986, les conservateurs ont réduit les dépenses de 2 p. 100 par an; en 1989, ils les ont réduit encore de 1 p. 100 par an et maintenant, moins d'un an plus tard, ils ont fixé les augmentations à 0 p. 100 par an. Si l'on prend les propres prévisions du gouvernement, l'inflation devrait être de 5 p. 100 par an pour les prochaines années, ce qui signifie que les dépenses pour la santé et l'enseignement postsecondaire vont diminuer, pour la première fois depuis la création de ces programmes, d'environ 5 p. 100 par an, en dollars constants.

Si l'on visite nos universités et nos collèges, ou si l'on visite nos hôpitaux, on se rend compte que ces institutions ne sauraient supporter une réduction de 5 p. 100 par an. Elles ont déjà beaucoup de mal à répondre à la demande et ces nouvelles réductions feront qu'elles ne pourront pas fournir les soins de haute qualité que les Canadiens méritent et nécessitent, ou l'enseignement de haute qualité dont le pays a besoin pour soutenir la concurrence du reste du monde. Ce sont des vues à court terme qui n'ont pas beaucoup de sens.

Le ministre des Finances a parlé des effets considérables des intérêts composés lorsqu'il a décrit la croissance du déficit, mais avec son hypocrisie habituelle, il a omis de mentionner les effets composés de toutes les réductions de budget pour la santé et l'enseignement. L'effet des réductions de 1986 a été de plus de 2 milliards entre 1986-1987 et 1988-1989. En raison de la magie des intérêts composés, les réductions initiales ont maintenant atteint 2 milliards par année et, bien sûr, le chiffre ne cesse de croître. C'est seulement là une des trois réduc-